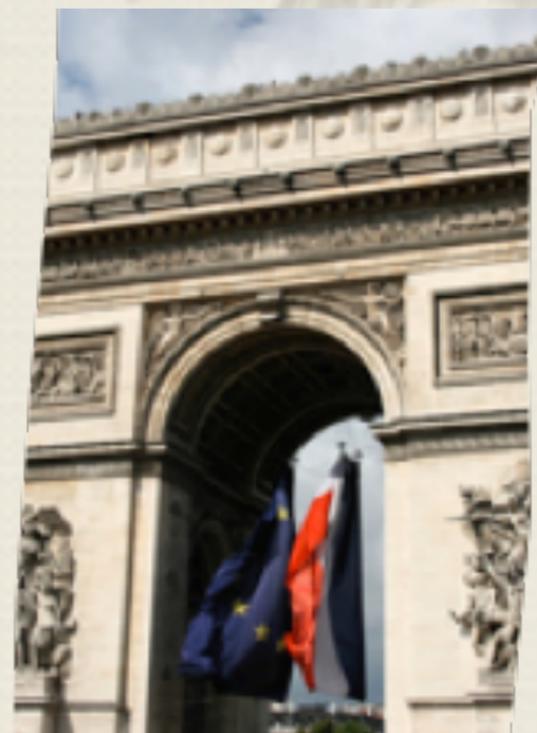


LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 13 OCTOBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) Ils s'amuse aussi !
- 2) A l'assaut de l'assurance - chômage
- 3) Le 19 octobre...
- 4) Les complices des labos et des lobbies qui sont-ils
- 5) La tension monte
- 6) Il tente le K.O mais...
- 7) Le 10 rue de Solferino en vente : Valls l'achète !!



Diez Gérard La Presse en Revue

I) «Entre soi», «propagande»... A quoi jouent les politiques sur les réseaux sociaux?



Edouard Philippe à Matignon le 8 octobre 2017. — CHAMUSSY/SIPA

- Le Premier ministre Edouard Philippe va tenir son deuxième Facebook Live ce mercredi.

- Bruno Le Maire, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ont déjà essayé des formats similaires.

- Selon plusieurs spécialistes en communication politique, l'exercice donne une fausse impression de proximité, mais reste très vertical.

« C'est une première ! Il y a forcément une partie de découverte... » L'iPad est chancelant, les questions ne défilent pas correctement et voilà Edouard Philippe qui meuble le temps de se remettre à l'endroit. Le Premier ministre inaugurerait il y a une semaine une formule hebdomadaire de questions-réponses via Facebook, en direct de son bureau à Matignon. Le format est très carré, 30 minutes, une dizaine de questions sélectionnées par son équipe dans les commentaires du post. « Il a apprécié l'exercice », c'est la com' du chef du gouvernement qui le dit.

Un chef pourtant pas toujours à l'aise durant la demi-heure d'oral face aux internautes. « Ce qui était perturbant pour lui, ce n'est pas le fait de parler en direct aux gens... mais de parler à un iPhone et de ne pas avoir quelqu'un en face. N'oublions pas que c'était son premier Facebook Live », assure le service après-vente. Le deuxième va avoir lieu ce mercredi en début de soirée, 18h30, depuis Matignon toujours.



Marcelo Wesfreid@mwesfreid
Mercredi à Matignon, c'est Facebook Live...

18h30 Facebook LIVE
Hôtel de Matignon

Jeudi 12 octobre 2017

Renzi et Trudeau pour l'inspiration

Edouard Philippe n'est pas le premier, évidemment. Sur le réseau de Mark Zuckerberg, l'un des pionniers de l'interview par les internautes est un membre de son gouvernement, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, très branché 2.0 pendant sa campagne à la primaire de la droite, en 2016. Il y avait eu aussi la tentative de Periscope avec François Hollande, qui s'était doucement transformée en fiasco.

Citons également, dans un format similaire, les revues de la semaine de Jean-Luc Mélenchon sur sa fameuse chaîne YouTube, les débriefs en voiture ou à vélo du porte-parole du gouvernement Christophe Castaner préenregistrés sur Twitter (« une idée du ministre lui-même pour élargir notre audience », vante son entourage), ou les multiples interventions Snapchat parfois surréalistes des candidats durant la présidentielle.

Du côté de Matignon, l'inspiration est venue de deux autres chefs de gouvernement, l'ancien président du Conseil des ministres d'Italie Matteo Renzi (qui a l'habitude de construire ses discours en fonction des tweets qui en seront extraits) et le Premier ministre canadien Justin Trudeau.

Du vieux dans du neuf

Le directeur communication d'Edouard Philippe, honnête, assure qu'« on n'invente rien, on remet juste au goût du jour des codes anciens ». « Pierre Mendès-France, quand il faisait ses causeries au coin du feu avec sa bouteille de lait, c'était pareil. À l'époque, on avait la voix en direct à la radio, là c'est le son, l'image depuis le bureau », compare Charles Hufnagel.



Edouard Philippe en Facebook Live le 3 octobre 2017 depuis Matignon. - Facebook Edouard Philippe

Dans les deux cas, malgré un quasi-demi-siècle d'écart, l'objectif est de créer une sensation de proximité. Pour Anne-Claire Ruel, enseignante en communication politique à Paris-XIII, « le Premier ministre Edouard Philippe donne l'impression de nous inviter à une permanence du député Edouard Philippe, à répondre au défilé des gens de sa circonscription ».

Confirmation pas banale de Charles Hufnagel : « Le Premier ministre a été maire, il adore être sur le terrain. » Rapport avec la choucroute ? « Depuis qu'il est à Matignon - c'est le job qui veut ça - il passe beaucoup de temps dans son bureau. Et bien là, avec Facebook, c'est une manière d'aller sur le terrain un peu plus souvent. » Le conseiller com' a vu une demi-heure de « dialogue direct, sans chichi, sans superproduction, sans maquillage ». Comme sur le « terrain » donc.

« Pas de conversation alors que c'est l'essence même du Web »

Terrain quand même choisi, déminé, sur lequel Edouard Philippe ne risquait pas de croiser une demande compliquée. « Il n'a pas été épargné, je tiens à ce qu'on ne lui pose pas des questions faciles. Bon, peut-être qu'on envisagera des sujets plus personnels la prochaine fois. » Là aussi, c'est la com' de Matignon qui parle.

La communicante Anne-Claire Ruel les a trouvées peu dérangeantes, ces questions. Et pour cause, outre le fait qu'elles sont choisies par son équipe, elles proviennent des commentaires sur sa page Facebook, donc de personnes qui ont choisi de s'y abonner. « Il communique auprès de sa cible, sans droit de suite. Il n'y a aucune interactivité, pas de conversation alors que c'est l'essence même du Web. On n'est pas dans une logique propre aux réseaux sociaux », décrit-elle.



Anne-Claire Ruel @AnneClaireRuel
#ComPol Fractionnement de la société -> Fractionnement des audiences -> médias partis(ans). La société post-conversationnelle #Bulles

« Si les politiques deviennent eux-mêmes des médias, le brouillage est total, poursuit la communicante. Tout le monde est en silo et fait de l'entre-soi, Macron, Philippe, Mélenchon, et finalement ces mondes ne se rencontrent pas. » C'est le paradoxe des réseaux sociaux, des médias plus ouverts et participatifs que jamais, qui favorisent pourtant l'homogénéité d'opinion. « De la com de type propagande »

« Quand les réseaux sociaux sont apparus, on

imaginait une rupture inédite dans la manière de s'adresser au public, on parlait communication horizontale », se rappelle Isabelle Veyrat-Masson. Pour la directrice de recherche au CNRS, spécialiste en communication médiatique, désormais, « il n'en est rien, les politiques fonctionnent toujours de manière verticale, ce n'est que de la com' de type propagande. Or la propagande n'a d'effectivité que sur les convaincus ».

Durant la campagne présidentielle américaine, Le Temps avait publié un article sur ce phénomène appelé « bulle de filtre » préservant les utilisateurs des réseaux sociaux « des points de vue divergents ». « Les algorithmes peuvent prédire quel contenu un militant pro-Hillary Clinton aimera voir après tel autre contenu. Toutes les impressions apparaissant sur Facebook ont déjà été filtrées », expliquait au quotidien suisse un fondateur d'agence de communication.

« Tendance à ne parler qu'à ceux qui sont déjà sympathisants »

Thomas Guénolé a réfléchi à la question. Le docteur en sciences politiques, néo-Insoumis qui soutient la création du Média, la future Web-télé « de la gauche alternative » (c'est lui qui le dit), reconnaît que « le fonctionnement de Facebook et de ses algorithmes, qui sélectionnent les contenus les plus à même d'intéresser l'utilisateur, renforce le côté "communauté enfermée dans une identité de valeurs et d'opinions" ».

On peut comparer le Facebook Live solitaire d'Edouard Philippe avec les monologues très suivis de Jean-Luc Mélenchon sur YouTube, où la tête d'affiche de la France insoumise sélectionne également les questions sans vis-à-vis. « Sur les réseaux sociaux, la communication politique a tendance à ne parler qu'à ceux qui sont déjà sympathisants », dit Thomas Guénolé. « Mais à un certain niveau de buzz, contrebalance-t-il immédiatement, il peut y avoir un effet boule de neige qui vous permet de toucher des internautes éloignés de votre base ».

Quatre possibilités pour « une exposition exponentielle », détaille le politologue :

-Un clash (Jean-Luc Mélenchon est en plein dedans avec Manuel Valls, mais sans vidéo)

-Un contenu particulièrement marrant

-Un contenu particulièrement choquant

-Un contenu particulièrement... « pertinent intellectuellement, indépendamment du bord politique ».

Des discours pensés en amont pour le Web

Là, on en arrive à la spécialité des Insoumis. Sur YouTube, Facebook, Twitter, les allocutions des élus FI à l'Assemblée nationale ou ailleurs nourrissent des vidéos virales préparées par les équipes de Mélenchon. « Nos députés savent que leurs interventions sont filmées et ont vocation à être découpées et diffusées sur les réseaux sociaux », reconnaît sans détour Antoine Léaument, le chargé de com' numérique de l'ancien sénateur.

« Elles sont pensées de manière à être compréhensibles en dehors de l'Assemblée nationale, avec un vocabulaire moins technique », ajoute le jeune vidéaste, qui reconnaît que « les algorithmes vous enferment dans un petit cercle qui pense comme vous ». « Si je me fie à mon fil Facebook, la France insoumise gagnera la prochaine élection avec 70 % des suffrages au

premier tour », en sourit-il.

« Petit détour dans le circuit de com' »

Une scène récente symbolise bien cette « atomisation » (le mot est d'Anne-Claire Ruel) des opinions en de multiples vases clos. Nous sommes à Amiens, le 3 octobre, jour du Facebook Live d'Edouard Philippe. Le président de la République Emmanuel Macron visite l'usine Whirlpool. Le député apparenté FI François Ruffin l'interpelle, ironise en lui proposant « un petit détour dans le circuit de com' » pour aller parler à des salariés en difficulté. « Oh la communication... Vous êtes l'expert du quartier, je ne vais pas vous concurrencer », répond le chef de l'Etat.

Pour être juste, disons que les deux sont bons là-dedans ou, en tout cas, chacun sait garder ce qui l'arrange. Un peu avant, les deux Amiénois d'origine avaient déjà échangé à l'intérieur de l'usine (voir à la fin de ce Facebook Live par l'équipe Macron).

II) Emmanuel Macron fonce plein gaz vers la réforme de l'assurance-chômage



L'édito de Michaël Darmon
A propos...
Journaliste au service économie et politique de TF1 de 1990 à 1993, il est le correspondant de la RTBF à Jérusalem de 1992 à 1993. En 1994, il entre à France 2, au sein du service politique. Il suit l'...



Emmanuel Macron (©Ludovic Marin - AFP)

Alors que les fonctionnaires défilaient dans la rue ce mardi 10 octobre, le président de la République Emmanuel Macron ne compte pas vraiment tenir compte de cette mobilisation dans son agenda futur.

C'est très simple, ça ne fait ni chaud ni froid du côté du chef de l'État ! En début d'après-midi hier, l'un de ses conseillers jetait un œil rapide aux images des chaînes d'informations et jugeait les défilés clairsemés. «C'est réglé», commentaire lapidaire. Au même moment, le président de la République expliquait la philosophie de la réforme de l'assurance-chômage devant des étudiants de l'université de Francfort parce qu'on se prépare à ouvrir la prochaine étape jugée cruciale : la présentation aux partenaires sociaux ce jeudi des réformes de l'assurance-chômage, de la formation professionnelle et de l'apprentissage !

Mesures qualifiées d'explosives selon un conseiller du président car elles auront tout simplement pour conséquence de reprendre le contrôle de la gestion des milliards d'euros actuellement gérés par les syndicats dans les organisations de formations professionnelles. Objectif : permettre à l'État d'accompagner les reconversions professionnelles en permettant par exemple de toucher des indemnités de chômage en cas de démission pour changer de projet. C'est le fameux thème de l'émancipation des individus, qui doivent reprendre en main leur destin. Aux yeux du président, c'est une réforme fondamentale. Il l'expliquera d'ailleurs aux syndicats qu'il recevra séparément, comme pour la réforme du code du Travail puisque cette méthode a porté ses fruits, dit-on autour du chef de l'État.

Cette réforme touche au cœur du financement des syndicats, et donc de leur influence depuis des années. On entre dans le dur ! Ce sera très certainement la fin du paritarisme, c'est une révolution dans le modèle social français. Macron se dit d'autant plus déterminé que l'examen des sondages le conforte selon lui. Les enquêtes d'opinion qui arrivent en ce moment sur son bureau valident la détermination présidentielle, le respect du programme annoncé et l'autorité mise en place. Il progresse d'ailleurs encore à droite.

Mais les obstacles risquent d'être nombreux, notamment du côté du Sénat. Gérard Larcher entretient des relations avec les syndicats et pourrait décider de défendre ces bastions du

gaullisme social auxquels Macron veut s'attaquer. Il possède bien sûr l'arme dissuasive puisque le président aura besoin de réunir une majorité des deux tiers des parlementaires pour faire passer une réforme de la Constitution. Ce pourrait être le moyen de pression pour faire reculer l'Élysée sur la réforme de l'assurance-chômage, qui s'annonce effectivement explosive.



III) Nouvelle journée interprofessionnelle le 19 octobre

10 octobre 2017 | Mise à jour le 11 octobre 2017
Par Isabelle Avran | Photo(s) : Bapoushoo

L'ensemble des organisations syndicales, réunies le 9 octobre, font le constat commun d'une situation économique et sociale détériorée. Elles doivent se revoir le 24 octobre. La CGT, Sud-Solidaires et les organisations de jeunesse appellent à une nouvelle journée d'action le 19.

En cette nouvelle semaine de mobilisation sociale, les sondages confirment le rejet majoritaire, par les salariés et l'ensemble de la société, des ordonnances d'Emmanuel Macron réformant le Code du travail. Ainsi, près des deux tiers (65%) des personnes interrogées à l'occasion d'un sondage (Harris Interactive pour LCP) publié lundi 9 octobre s'y déclarent opposées. Elles étaient 58% selon le précédent sondage du même institut publié le 1er septembre.

63% (+9%) estiment que cette réforme va détériorer leurs conditions de travail, et 76% (+5%) qu'elle va réduire les capacités d'action des syndicats. Seuls 29% des sondés croient encore qu'elle va permettre de réduire le chômage (-2 %).

Soutien croissant à la mobilisation

Les citoyens soutiennent aussi davantage les grèves et les manifestations contre les ordonnances. C'est le cas de près de six Français sur dix (57%, soit quatre points de plus qu'un mois plus tôt). Car si les ordonnances sont bel et bien publiées au Journal Officiel, la ratification parlementaire n'a pas eu lieu, et il reste plusieurs semaines pour faire bouger les lignes par la pression populaire.

Constats communs

C'est dans ce contexte, et en mettant en lumière les critiques et analyses convergentes des confédérations syndicales sur les dangers des ordonnances, que la CGT avait invité toutes ces organisations, dont l'Unef, à une rencontre unitaire. En jeu, d'une part, un débat sur ces ordonnances et, plus largement, la situation sociale du pays qui sera encore aggravée par les réformes en préparation (Unedic, retraites, protection sociale...). Et d'autre part un échange sur les stratégies possibles d'action unitaire. En clair : permettre l'expression des mécontentements et de propositions alternatives, et décider des moyens de se faire entendre, dans



Team Macron ♦ @TeamMacron

Toute la différence entre les solutions populistes et celles d'@EmmanuelMacron sur l'emploi résumée ici #Whirlpool



Emmanuel Macron@EmmanuelMacron

Être responsable, c'est investir dans la formation qui conduit à un emploi stable, plutôt que dans les emplois aidés précaires.



François Ruffin@Francois_Ruffin

"Quand Chirac est venu à #Amiens, on se faisait jeter par ses supporters. Aujourd'hui ceux qui sont favorables à Macron, on les cherche !"

Fausse authenticité

« C'est un dialogue de sourd total. Il n'y a plus une histoire, mais deux versions séparées en fonction ce qu'y arrange chacun. Chacun dit son bout de phrase et s'empresse de le tweeter, mais personne ne se parle plus. Ce n'est pas nouveau, mais les réseaux sociaux accentuent le phénomène. Il n'y a plus de passerelle », estime Anne-Claire Ruel.

Domage pour Edouard Philippe, qui voulait sa passerelle, en donnant avec son Facebook Live « l'impression d'être dans le bureau du Premier ministre ». Objectif de son directeur communication, « être très authentique ». De l'authenticité, si possible peaufinée et sans risque.

l'unité la plus large. Un souhait partagé par d'autres, comme la CFE-CGC.

Lundi 9 octobre au soir, toutes les organisations syndicales ont répondu présent. Quelque deux heures d'échange ont permis de confirmer la convergence d'analyses quant aux ordonnances et à leur dangerosité, tant pour les droits des salariés (mise en place des contrats de mission, plafonnement des indemnités prud'homales en cas de licenciement abusif...) que pour les atteintes aux capacités d'intervention des syndicats (regroupement des IRP en une seule instance, accord dans les petites entreprises en l'absence de toute représentation syndicale...). La dénonciation de la politique sociale et économique du gouvernement est également unanime, commente la CGT.

Divergences d'appréciation stratégique

En revanche les appréciations divergent quant à la stratégie. Alors que la CGT et Solidaires ont proposé une action interprofessionnelle dès avant les vacances de la Toussaint, avec une suite envisageable pour mi-novembre, la CFDT et FO n'y sont pas favorables. FO, dont la direction a été mandatée par un CCN ultra-majoritaire pour envisager l'action la plus large et unitaire possible contre les ordonnances, juge que mobiliser avant la Toussaint n'est guère faisable. Pour la CFDT, les ordonnances ayant été adoptées, il s'agit surtout d'intervenir sur la rédaction des décrets d'application. Quant aux réformes à venir, la centrale de Laurent Berger préfère attendre les rencontres bilatérales prévues les 12 et 13 octobre avec l'exécutif. Aucune action commune nationale n'a donc pu être décidée.

Nouvelle journée d'action le 19 octobre

Pour la CGT, impossible d'en rester là. D'une part, elle a décidé d'une nouvelle journée d'action nationale interprofessionnelle le 19 octobre prochain. Sud-Solidaires et les organisations de jeunesse y appellent également.

Nombre de fédérations FO et de syndicats CFDT étaient eux aussi présents dans les cortèges lors des deux précédentes journées de grève et de manifestations (12 et 21 septembre), plusieurs secteurs mobilisent dans l'unité totale – comme les retraités, les routiers, ou encore les agents des services publics ce mardi 10 octobre. Les militants de la CGT sont invités à poursuivre et intensifier les débats avec les salariés dans les entreprises, les territoires, pour les inviter à se rassembler et pour construire l'unité la plus large. D'autre part, la confédération de Montreuil poursuit sa démarche unitaire. Une prochaine rencontre intersyndicale est prévue le 24 octobre.

nvo.fr

IV) Philippe et Macron "complices des labos et des lobbies" selon Ruffin qui vise Sanofi et le scandale de la Dépakine

Le député de la France insoumise François Ruffin a vertement interpellé le Premier ministre Edouard Philippe -et Emmanuel Macron- sur ses liens supposés troubles avec le PDG de Sanofi Serge Weinberg, mercredi lors de la séance de questions au gouvernement.



Sanofi est le laboratoire responsable du scandale de la Dépakine, qui a fait des milliers de victimes, a rappelé François Ruffin.
© JACQUES DEMARTHON / AFP

Chaude ambiance. François Ruffin, très actif depuis le début de mandature, a de nouveau interpellé le gouvernement mercredi 11 à l'Assemblée lors de la séance hebdomadaire de questions au gouvernement. Le député de la France insoumise a ainsi dénoncé les liens qu'il estime troubles qu'entretenaient Emmanuel Macron et Edouard Philippe avec le géant pharmaceutique Sanofi, allant jusqu'à les accuser d'être "complices des labos et de leurs lobbies".

Dans le viseur du député de la Somme, et patron du journal engagé Fakir: la "visite discrète sinon secrète" du Premier ministre au PDG de Sanofi Serge Weinberg, fin juillet, ou encore la "vieille amitié" entre l'homme d'affaires et le président de la République. Des relations mises en parallèle avec une déclaration récente du porte-parole du gouvernement Christophe Castaner qui s'est "fait le porte-parole du groupe pharmaceutique", selon François Ruffin, en estimant qu'il ne faut "pas critiquer les entreprises qui réussissent, comme Sanofi".

"Sanofi (qui) a supprimé 2000 postes de chercheurs en France, 4000 dans le monde. Et en même temps Sanofi (qui) a perçu des centaines millions de crédits impôt recherche. Surtout, on recense environ 14.000 familles victimes de la Dépakine, des milliers d'enfants autistes", a dénoncé l'élu en référence au scandale sanitaire qui frappe Sanofi. Prescrit à des femmes enceintes, la Dépakine a ainsi entraîné des milliers de malformations de fœtus. Sauf que le groupe refuse de payer, se plaçant dans "la même posture que Servier au début du scandale du Médiator", disait un des avocats des victimes au Figaro en juin 2016.

François Ruffin en a ainsi appelé les couple exécutif, mercredi, à "taper du poing sur la table pour que Sanofi indemnise les victimes de la Dépakine et pour qu'on ne (les) soupçonne pas d'être les complices des labos et de leurs lobbies". Et d'éviter que la facture des indemnités, chiffrée à plusieurs milliards, ne revienne à la charge de l'Etat et donc du "contribuable".

Directement concerné par cette interpellation, le Premier ministre a répondu en balayant les accusations. "J'ai peur monsieur le député qu'une fois de plus vous soyez en train de vous faire un film", a-t-il rétorqué, applaudi par les députés de la majorité.

Puis d'ajouter: "Vous êtes en train de considérer qu'il serait normal de dénigrer une entreprise française, une entreprise qui fonctionne bien, qui crée des richesses en France et qui apporte des solutions sur le plan de la santé".

Puis de dénoncer le "soupçon" instillé par son interlocuteur avant de conclure: "ce n'est pas parce qu'on crie qu'on a raison. Vous allez vous y faire".

En attaquant ainsi la forme, Edouard Philippe, qui s'est gardé de répondre sur le fond, a toutefois dénoncé dans la foulée François Ruffin via une vidéo diffusée sur son compte Twitter.

Et d'insister au micro de LCP après la séance: "Edouard Philippe biaise avec talent (...). Cela veut dire qu'il va falloir reposer la question jusqu'à ce que ça craque".

Auteur : PP



V) Pourquoi les réformes sociales d'Emmanuel Macron s'annoncent tendues

Assurance chômage, formation professionnelle, apprentissage : le chef de l'État a lancé jeudi l'acte 2 des grandes réformes promises sur le travail.

Par Marc Vignaud
Le Point.fr



Emmanuel Macron a rencontré Philippe Martinez le 12 octobre pour les premières discussions sur la réforme des indemnités du chômage et de la formation professionnelle. © PASCAL ROSSIGNOL / POOL / AFP

« La réforme de l'assurance chômage sera, à coup sûr, beaucoup plus compliquée que la réforme du Code du travail. » L'avertissement vient de Jean-Michel Pottier, un des négociateurs de la Confédération des petites et moyennes entreprises. Mais le représentant patronal n'est pas le seul à le penser. Son point de vue est largement partagé par les syndicats.

Alors qu'Emmanuel Macron a donné jeudi le coup d'envoi de l'acte II de ses réformes sociales en commençant à recevoir à l'Élysée les leaders des organisations patronales et syndicales, convaincre les partenaires sociaux s'annonce encore plus compliqué.

Sur le papier, pourtant, les dossiers ouverts semblent plus consensuels. Après les ordonnances censées libéraliser le marché du travail, le président de la République veut désormais pousser le volet « protection » des salariés de son programme présidentiel.

Nous devons rebâtir une véritable sécurité professionnelle, universelle, simple et efficace, qui puisse accompagner chacun d'entre nous, quel que soit notre statut. Cette sécurité devra faire plus pour ceux qui ont moins », explique le texte encore en ligne sur le site d'En marche !

Un vocabulaire qui devrait charmer la CGT, qui plaide depuis longtemps pour une « sécurité sociale professionnelle ». Dans la tête du chef de l'État, cela va de la formation initiale (avec le développement de l'apprentissage) au système d'assurance chômage, en passant par la formation professionnelle.



Emmanuel Macron@EmmanuelMacron
Je reçois les partenaires sociaux.
Objectif → inventer de nouvelles protections

3 volets :
-formation
-apprentissage
-assurance chômage
12:08 - 12 oct. 2017

Le casse-tête de l'ouverture des droits aux démissionnaires

Sur l'assurance chômage, Emmanuel Macron a d'abord promis d'ouvrir le système d'indemnisation aux travailleurs indépendants et aux salariés démissionnaires une fois tous les cinq ans. Un engagement de campagne qui s'annonce difficile à tenir, car il pourrait coûter cher. Et s'annonce techniquement compliqué à concrétiser. Pour les indépendants se pose la question épineuse du « fait générateur » qui justifierait le démarrage de l'indemnisation. Des conditions trop larges favoriseraient les abus. Le sujet de l'ouverture des droits aux démissionnaires – qui existe déjà dans certains cas – est encore plus délicat.

Le risque existe que cela provoque une explosion du nombre de démissions, ce qui générerait une nouvelle charge pour l'Unedic. Le gouvernement pourrait donc bien devoir définir des conditions spécifiques aux démissionnaires, au risque de vider la promesse du candidat de sa substance.

Pendant la campagne, les équipes chargées du programme avaient estimé que ces deux mesures coûteraient 2,5 milliards d'euros par an. Des sommes qui devaient être compensées par un renforcement des contrôles de la recherche d'emploi des chômeurs, le relèvement de l'âge permettant de rentrer dans la filière senior qui autorise trois ans d'indemnisation maximum contre deux, ou encore la lutte contre des effets pervers de certaines règles d'indemnisation de l'assurance chômage. Sauf que les deux dernières mesures ont déjà été partiellement prises par les partenaires sociaux dans le cadre de la dernière renégociation de l'assurance chômage...

Les syndicats craignent donc que les nouveaux droits soient financés par un coup de rabot sur les indemnités de tous les chômeurs. D'autant que la disparition des cotisations chômage des salariés compensée par une hausse de la CSG, considérée comme un impôt, peut laisser craindre, à long terme, une suppression du régime d'assurance, au profit d'un système à l'anglaise où tout le monde serait indemnisé, et pas uniquement les salariés, mais avec une somme égale pour tous d'environ 400 euros par mois.

Reprendre la main sur l'assurance chômage

S'il a normalement renoncé à réduire l'indemnisation des chômeurs, Emmanuel Macron veut en revanche que l'État reprenne en main le système d'assurance chômage. « Parce qu'il assume en dernier ressort la responsabilité du chômage et de la précarité, l'État prendra en charge le système d'assurance chômage en y associant l'ensemble des parties prenantes et en particulier les partenaires sociaux », est-il écrit dans le programme. Une telle « étatisation » de l'assurance chômage fait l'unanimité contre elle parmi les partenaires sociaux qui gèrent aujourd'hui le régime et entendent bien conserver la main sur les règles d'indemnisation. « Si c'est l'application du programme présidentiel, le clash n'est pas exclu », nous expliquait, pour la CPME, Jean-Michel Pottier fin août.

Face à cette levée de boucliers, un des responsables de ce volet du programme, l'économiste Marc Ferracci, aujourd'hui au

ministère du Travail, avait laissé une porte ouverte dans une interview au Point en mars. « On peut tout à fait contrôler les paramètres de l'assurance chômage en cadrant de manière beaucoup plus étroite la négociation entre syndicats et patronat en fixant des objectifs clairs », avait-il expliqué.

Un malus pour les entreprises qui utilisent trop les contrats courts ?

Mais là n'est pas la seule ligne rouge. Le patronat est vent debout contre une autre idée d'Emmanuel Macron : l'instauration d'un bonus-malus sur les cotisations chômage des employeurs en fonction de la précarité des contrats de travail qu'ils proposent à leurs salariés. Plus les contrats sont précaires et plus l'entreprise paie pour compenser le coût pour la collectivité. Un tel système, appliqué aux États-Unis et recommandé par le Prix Nobel d'économie Jean Tirole, permettrait pourtant d'équilibrer la réforme du Code du travail. « Alors que les CDD et l'intérim engendrent un déficit de près de 8 milliards d'euros par an pour l'Unedic, il sera possible d'économiser au moins un milliard grâce à la mise en place du bonus-malus », prévoyait l'équipe de campagne de Macron.

Une réforme de la formation professionnelle encore floue

La transformation de la formation professionnelle s'annonce elle aussi délicate alors qu'elle a déjà fait l'objet de deux réformes récentes, en 2009 et en 2014. Les partenaires sociaux estiment qu'il faudrait d'abord les évaluer avant d'engager un nouveau bouleversement. Emmanuel Macron veut simplifier cette machine ultracomplexe qui brasse chaque année plus de 31 milliards d'euros tous financements confondus. « À l'heure actuelle, l'accès à la formation est un parcours d'obstacles, et les choix sont souvent limités à des listes de formations qui ne correspondent pas toujours aux aspirations individuelles, ni aux besoins du marché du travail. On ne connaît pas la qualité ni les débouchés des formations proposées », est-il diagnostiqué dans son programme présidentiel.

Emmanuel Macron veut donc simplifier le système. « Chacun disposera d'une information simple sur les résultats concrets de chaque formation, de chaque accompagnement (retour à l'emploi, impact sur la trajectoire salariale...), car tous les organismes seront soumis à labellisation et obligés d'afficher leurs performances : plus personne ne s'engagera dans une formation sans savoir à quoi elle mène ni quelle est sa qualité. Le système sera transparent », a-t-il promis.

Cela pourrait passer par le renforcement du compte personnel de formation (CPF) ouvert à tous à partir de 16 ans. Un rapport de l'Inspection des affaires sociales (Igas) recommande d'en doubler le plafond – de 150 à 300 heures – afin d'inciter aux formations longues et qualifiantes et d'augmenter le nombre d'heures créditées automatiquement aux bénéficiaires chaque année. Pour cela, une grande partie des contributions actuelles des entreprises pour la formation devrait progressivement être convertie en droits individuels.

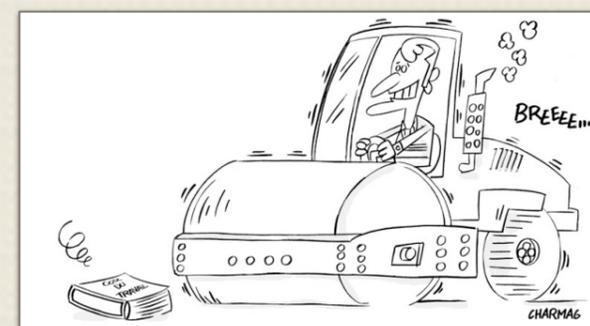
En attendant, le gouvernement a promis 15 milliards d'euros sur cinq ans sur son grand plan d'investissement pour former les chômeurs les plus éloignés de l'emploi ainsi que les jeunes n'ayant ni emploi, ni qualification, ni formation. Syndicats et patronat réclament une véritable négociation interprofessionnelle, afin de maîtriser au mieux ce qui sortira de cette réforme. La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, s'est déjà dite favorable à une telle négociation.

Le projet de loi, qui devrait réunir les trois sujets – assurance chômage, formation professionnelle, apprentissage – devrait être déposé au printemps pour une adoption à l'été 2018.



LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Macron tente le K.O. social... À nous de le mettre au tapis !



On se souvient du « Blitzkrieg » (la guerre éclair) contre le monde du travail promise par Fillon s'il était élu président... Force est de constater que c'est finalement Macron qui l'a mis en œuvre !

En quelques mois, la somme des attaques perpétrées par une équipe gouvernementale composée de diverses fractions politiciennes bourgeoises parmi les plus attentionnées vis-à-vis du Medef est impressionnante. Aucun front ne semble être délaissé par cette bande de tueurs de masse des droits sociaux et démocratiques, qui veulent en outre neutraliser toute possibilité de riposte.

La méthode de l'assommoir

Dresser l'inventaire des méfaits de ce gouvernement est une gageure... On a peur d'en oublier ! Il y a les ordonnances sur le travail qui sont une régression sans précédent pour les droits des salariéEs au profit du capital. Se profilent d'ores et déjà la réforme de l'assurance chômage et de la formation professionnelle, la remise en cause de la Sécu et du système des retraites par répartition. Du côté de la fonction publique : rétablissement du jour de carence, gel du point d'indice, 120 000 suppressions de postes et l'annonce sans chichis de Darmanin du processus d'ouverture de la casse du statut des fonctionnaires... à l'image de celui des cheminotEs. Rajoutons les 15 milliards de baisse programmée des dépenses publique et celle de 4,2 milliards du budget de l'assurance maladie. Sans oublier la saignée de 220 000 « emplois aidés » pour économiser 2,6 milliards d'euros, la baisse des APL de 5 euros par mois et l'augmentation du

forfait hospitalier de 2 euros par jour. Si on ajoute à tout cela le vote de loi sur l'état d'urgence permanent, le durcissement des lois sur le séjour des étrangers et les cadeaux fiscaux démultipliés pour les riches... on mesure l'ampleur des dégâts !

Communication et « dialogue » en guise d'arnica

D'ailleurs, la cote de popularité de Macron ne cesse de s'effondrer au fil des semaines avec 44 % d'opinions favorables contre 66 % au moment de son entrée à l'Élysée. Pourtant le gouvernement ne lésine pas sur la communication. Du côté de Philippe et de ses sbires comme Pénicaud, ce sont les phrases bien classiques ultra-libérales sur la compétitivité, les bienfaits de la baisse du « coût du travail », les « efforts partagés qui vont relancer la croissance », la chasse au « gaspillage » (merci la Cour des comptes !).

Du côté de l'Élysée, on met en avant le Macron de la scène internationale, à la tribune des Nations unies, celui qui veut être le représentant du « pays des droits de l'homme », un président sage qui en appelle à la conscience de « ceux qui veulent construire un monde meilleur » mais qui fabrique des lois qui vont fermer de plus en plus le pays aux migrants et écraser ici les droits de la grande majorité.

Et puis, bien sûr, il y a toujours la carte du « dialogue » avec les partenaires sociaux. L'encre à peine sèche de la signature des ordonnances XXL, Macron réinvite les dirigeants des principales organisations syndicales à discuter dès le 12 octobre de la suite des opérations ! S'ils y vont tous, le signal sera une nouvelle fois donné que l'on peut « discuter » avec Macron, voire « arracher quelques avancées » dans les salons de l'Élysée ! Il faut bien au contraire boycotter ces rencontres et appeler l'ensemble du monde du travail à la bataille.

Quand le vernis s'écaille

Cette machine de guerre gouvernementale qui allie le bâton et le miel peut pourtant dérapier lorsqu'elle est confrontée à la contestation sociale. Les grévistes traités de « fainéants », les ouvriers de GM&S accusés de vouloir « foutre le bordel » plutôt que « trouver un emploi ». Tous ces « éléments de langage » montrent à la fois l'ampleur du mépris de classe de Macron et de sa bande et la fébrilité qui pourrait s'emparer de ce pouvoir « droit dans ses bottes » si, face au rouleau compresseur, se dressait la force du nombre. Nous sommes effectivement toutes et tous attaqués comme jamais. Nous n'aurons ni répit ni abri partiel... alors la seule solution c'est d'y aller franchement, tous et toutes ensemble, en grève et dans la rue !

Marie-Hélène Duverger

VII) De Gaulle, Vichy, PS : les mille et une vies de Solférino

Le PS a dû se résoudre à mettre en vente son siège historique du 10 rue de Solférino. Son plan de financement n'a pas résisté à l'échec de la présidentielle puis des législatives.



Le siège du Parti socialiste est à vendre. (Reuters)

De mémoire de socialiste, l'on a rarement vu l'endroit si dépeuplé. Couloirs vides. Bureaux désertés. Même celui du premier secrétaire, qui l'est désespérément depuis la fin de l'intérim de Jean-Christophe Cambadélis, fin septembre, et qui devrait le rester jusqu'au prochain congrès du PS, en février. Un silence pesant règne dans les étages, où l'on ne croise plus grand monde. "On ne peut pas dire que ce soit une ruche", constate sobrement Alain Bergounioux, historien et bon connaisseur de la maison. Doux euphémisme. Il semble n'y avoir plus âme qui vive dans les étages du 10 rue de Solférino, mythique adresse qui abrite depuis trente-sept ans les instances politiques et l'administration du Parti socialiste. Au point de désigner par métonymie l'état-major de ce qui était encore, il y a peu, l'un des deux grands partis de gouvernement.

"Solférino". On en oublierait presque qu'avant de désigner la formation fondée en 1905 par – entre autres – Jean Jaurès, la rue fut ainsi baptisée en l'honneur d'une bataille, et surtout d'une victoire : celle de l'armée française de Napoléon III, soutenue par les Sardes, sur les Autrichiens de l'empereur François-Joseph, en 1859, non loin de Mantoue, en Lombardie. Quelques années plus tard, l'artère qui relie le boulevard Saint-Germain à la Seine, percée dans le cadre du vaste chantier conduit par le baron Haussmann de réorganisation de la capitale, fera référence à cette glorieuse journée. Mais dans cette affaire, c'est plutôt de défaite qu'il est question. Voire de Bérézina. Après avoir encaissé à la présidentielle et aux législatives deux des pires raclées de leur histoire, voilà les socialistes contraints de débarrasser le plancher. Et d'abandonner, après presque quatre décennies de bons et loyaux services, leur vaste et chic hôtel particulier du 7e arrondissement, sis à deux pas du musée d'Orsay et à quelques encablures du Palais-Bourbon.

La décision de vendre les lieux a été prise à l'occasion du bureau national du 19 septembre. Sans la moindre opposition. Tout au plus une objection, lancée par quelques-uns : ne fallait-il pas attendre le prochain congrès du PS, en février, pour faire avaliser ce choix symbolique par les militants ? Argument vite balayé. Pris à la gorge, le parti, qui s'appête à lancer un plan social pour se séparer d'une bonne part de ses 130 salariés, n'a ni le choix ni le temps. "C'était difficile, explique un membre de la direction. Il aurait fallu faire un emprunt pour vivre et payer les salaires..." Le financement public des partis étant indexé sur ses résultats aux élections législatives, le dépôt de bilan politique est allé de pair avec la faillite financière. A l'orée de la campagne présidentielle, la direction du PS avait préparé un plan de financement pour les cinq prochaines années, jusqu'ici resté secret, en se fondant sur des pronostics électoraux pourtant modestes : "15% à la présidentielle et 60 parlementaires", raconte un dirigeant. Le PS a fait pire. Le candidat Benoît Hamon a obtenu 6,35% des voix. Et le groupe socialiste à l'Assemblée ne compte plus que 31 députés, contre 295 dans la précédente législature. "C'est 2017 qui nous a tués. Normalement, on recevait 100 millions sur cinq ans, poursuit cet apparatchik. Là, ce sera 40 millions..."

Un syndicat face aux futures barbouzes

Il faut bien payer l'addition, salée, de ces défaites historiques, chaque camarade en est convenu. A part un des historiques du parti, seul à tonner contre ce qu'il qualifie de "crime" : Louis Mexandeau, fidèle du premier cercle de François Mitterrand dont il fut cinq fois ministre. "Je suis farouchement contre, vent debout contre cette forfaiture", tempête, à 86 ans dont 67 de militantisme, l'ancien député du Calvados, qui s'est fendu d'une missive au vitriol distribuée aux membres du conseil national du PS le 30 septembre. "Pas de résignation. Combattez, résistez camarades!", intime Mexandeau, furieux de voir le saint des saints du socialisme français "livré à la spéculation immobilière". Et d'ajouter : "Il ne s'agit pas d'une épicerie de Bourg-en-Bresse. Il s'agit d'un immeuble historique, symbole de l'action résistante, puis du combat syndical, mutualiste, socialiste."

Il n'est évidemment pas question que d'économies au 10, rue de Solférino. Mais aussi, bien sûr, de politique et d'allégories. De faits glorieux ou tragiques, de passions enflammées ou destructrices. Sous la IIIe République, l'hôtel particulier est la propriété de la riche héritière d'un industriel du sucre, Marie Charlotte Constance Say. Il accueille de nombreuses mondantités auxquelles accourent des artistes comme Jean Cocteau ou Marcel Proust. Après quoi la propriétaire, désargentée, se voit contrainte en 1934 de la céder... à la Fédération générale des fonctionnaires de la CGT, à l'époque proche de la SFIO plus que du PCF. Il y avait donc déjà des camarades sur place il y a plus de quatre-vingts ans...

Pas pour longtemps : durant les heures noires de l'occupation allemande, après la dissolution des syndicats par le régime de Vichy, c'est le sinistre ministère de l'Information, chargé de la propagande collaborationniste, qui y prend ses quartiers. L'homme fort du 10, c'est alors Philippe Henriot, un ancien député d'extrême droite, zélateur du régime sur Radio-Paris et membre de la Milice. Nommé en 1944 secrétaire d'Etat à l'Information et à la Propagande, considéré par la Résistance comme un redoutable "aboyeur", il sera tué sur place, à côté de sa femme, à l'aube du 28 juin 1944, par un commando de résistants, dont Charles Gonard, alias "Morlot". Sur le lieu exact de l'exécution : dans son appartement du premier étage ou sur les marches de la petite cour secondaire, les versions divergent. Ce qui n'est pas discuté, c'est l'exploitation par les nazis et Vichy de cet acte de résistance, qui donnera lieu à une intense propagande et à de nombreuses repréailles de la part de la Milice, dont l'assassinat de Georges Mandel.

Le 18 août 1944, alors que Paris se soulève contre l'occupant, des résistants de la CGT reprennent le bâtiment aux miliciens, armes à la main. Il restera jusqu'en 1978 le siège des fonctionnaires CGT. Malice de l'histoire, juste en face du bâtiment, le QG du RPF, le mouvement du général de Gaulle, occupa de 1947 à 1955 un autre hôtel particulier, au numéro 5. D'autres organisations cousines s'y établirent plus tard, comme le service d'action civique (SAC), service d'ordre gaulliste qui deviendra une officine barbouzarde.

La Fondation Charles-de-Gaulle occupe toujours les lieux aujourd'hui. Sur le même trottoir, outre deux boutiques de vêtements, il y a également le musée de la Légion d'honneur, dont l'entrée principale se trouve dans la rue de Lille, perpendiculaire. Laquelle abrita longtemps l'héritier du RPF, le défunt RPR.

Un musée, voire un funérarium

L'on trouve donc beaucoup de politique rue de Solférino. Mais aussi beaucoup de fantômes. Il en va de même dans chaque recoin du numéro 10, où les spectres du socialisme français semblent errer, encore et toujours. François Mitterrand d'abord, évidemment. Son ancien bureau du premier étage est occupé par des assistantes, depuis que le premier secrétaire avait jeté son dévolu sur la pièce voisine, beaucoup plus vaste. Un peu plus loin, la salle Georges Dayan, du nom de l'ami et compagnon de stalag de Mitterrand, mort en 1979 : une salle de réunion décorée des affiches des campagnes présidentielles, perdues ou victorieuses, du premier président socialiste (1965, 1974, 1981, 1988). Encore quelques pas et nous voilà salle Pierre Guidoni, ainsi baptisée en hommage à un ancien député et diplomate décédé en 2000 : une pièce peu décorée et sans âme qui accueille, à l'occasion des congrès ou des primaires du PS, les ordinateurs où remontent des fédérations les résultats des votes militants. Pas toujours conformes à la réalité des suffrages exprimés. Ainsi, en 2008, lors du congrès de Reims de sinistre mémoire, qui vit Martine Aubry l'emporter, avec 102 voix d'avance (soit 50,04%) et par la grâce de quelques bourrages d'urnes dans les bastions du Pas-de-Calais et du Nord, sur Ségolène Royal...

En descendant le monumental escalier d'honneur, on tombe sur la salle Jean Poperen où se tiennent les conférences de presse. Sur son mur extérieur, une galerie de portraits de tous les leaders du parti depuis Léon Blum. Sauf deux. Celui de Jean-Christophe Cambadélis, pas encore accroché. Et celui, plus méconnu, de Paul Faure, secrétaire général de la SFIO pendant vingt ans, devenu munichois puis rallié au régime de Vichy, frappé d'indignité nationale et exclu du parti en 1944. A droite en sortant de cette pièce, quelques marches mènent à la deuxième cour du bâtiment, baptisée Pierre Bérégovoy. C'est là que chaque 1er mai, jour anniversaire de son suicide en 2013, le premier secrétaire dépose une gerbe devant la plaque au nom de l'ancien Premier ministre de Mitterrand. Au fond de la cour, c'est la salle Marie-Thérèse Eyquem, féministe et cadre du parti disparue en 1978 : le cœur du réacteur socialiste, qui accueillit chaque mardi soir, pendant plus de trois décennies, les débats du bureau national, le "BN".

Autant de noms de socialistes du siècle dernier, pour beaucoup tombés dans l'oubli. "On a cherché un endroit pour faire une salle Pierre Mauroy, mais il n'y avait plus de place, raconte un apparatchik. Ce ne sont plus des locaux, c'est un musée..." Voire un funérarium, hanté par les images et les voix du passé.

Débats épiques et colères féroces

Souvenirs, souvenirs... Davantage que le passage de François Mitterrand à son arrivée de Château-Chinon, le 10 mai 1981 dans la soirée, c'est son retour sur les lieux après son départ de l'Élysée, quatorze ans plus tard et très affecté par la maladie, qui a marqué ses camarades. Le PS, alors dirigé par Henri Emmanuelli, lui avait offert une Twingo en cadeau d'adieu. Vingt-deux ans après, le 14 mai 2017, François Hollande imitera le cérémonial, passant à Solférino en sortant de l'Élysée. Jusqu'au bout, il avait hésité à venir, craignant de n'y trouver personne ou, pire, d'y être sifflé. Ce ne fut pas le cas. "Je laisse la France dans un état bien meilleur que celui que j'ai trouvé", assura-t-il avant de se voir offrir une simple peinture réalisée par une jeune artiste, Catherine Duchêne, et intitulée La Bonne Etoile... "Le cadeau n'a pas été extraordinaire car

on n'avait plus les moyens, rapporte un participant. Mais c'était aussi pour montrer à Hollande que le parti était exsangue..."

C'est dans cette salle Marie-Thérèse Eyquem qu'eurent lieu des heures de débats épiques et nombre de disputes passionnées sur le rapport des socialistes au marché et au libéralisme, débat non encore tranché aujourd'hui. Du tournant de la rigueur de 1983 au difficile positionnement face au pouvoir macroniste. De la meilleure façon de s'opposer au sarkozysme triomphant en 2007 au débrief du traumatisme électoral du 21 avril 2002, qui vit Lionel Jospin, devant le bureau national, renverser son gobelet de café pendant qu'il s'expliquait sur sa cuisante élimination au premier tour de la présidentielle, en un surprenant acte manqué. Jean-Christophe Cambadélis énumère : "Les envolées lyriques de Jack Lang, les analyses sophistiquées de Jospin, les traits d'humour de Hollande, les emportements d'Emmanuelli et Mélenchon, les colères d'Aubry..." Les éclats de voix y résonnent encore.

C'est aussi là qu'un féroce règlement de comptes éclata après la parution du livre de Pierre Péan, Une jeunesse française (Fayard), qui leva le voile en 1994 sur les affinités vichyssoises de François Mitterrand. Pierre Mauroy y tança les jeunes pousses de l'époque, Manuel Valls, Pierre Moscovici et Jean-Christophe Cambadélis, qui s'émouvaient de ces révélations : "Il y a des choses qui ne se font pas!" C'est toujours dans cette salle qu'eut lieu le plus terrible des BN de l'histoire du parti, en mai 2011, trois jours après l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn à New York : de véritables funérailles politiques, qui enterrèrent les espoirs des socialistes de voir DSK, ultra-favori jusqu'alors, s'installer à l'Élysée.

Partir pour mieux repartir?

La mémoire des lieux regorge de moments inattendus. La perquisition menée par le juge Renaud Van Ruymbeke en janvier 1994 au troisième étage, siège de la trésorerie du parti, dans l'affaire Urba. La terrasse donnant sur la rue de Solférino investie par les identitaires d'extrême droite, en marge des manifestations contre le mariage pour tous en mai 2013, et la banderole "Hollande démission" qui y fut déployée. Ou Ségolène Royal promettant aux militants depuis cette même terrasse, au soir du deuxième tour de la présidentielle de 2007, de les mener "vers d'autres victoires", alors qu'elle vient d'être battue par Nicolas Sarkozy avec plus de deux millions de voix d'écart. Quelques instants plus tard, un cameraman posté dans l'immeuble d'en face filmera une explication musclée entre la candidate défaite et celui qui sera bientôt son ex-compagnon, le premier secrétaire François Hollande. Le geste de la main de Ségolène Royal est explicite sur ses intentions : elle va foncer pour s'emparer du parti... Depuis cette date, des rideaux ont été installés aux fenêtres de la pièce.

Autre point emblématique : le perron de la cour d'entrée, aujourd'hui protégée par une haute grille de fer et un sas de sécurité digne d'une maison d'arrêt. Là s'est jouée la sortie, gorge nouée et yeux embués, de Jean-Christophe Cambadélis, lieutenant de DSK, accusant la droite d'avoir déclenché "le feu nucléaire" contre son champion, quelques heures après le Sofitel. La poignée de mains cordiale entre François Hollande et Martine Aubry, deux des pires ennemis du parti, à l'issue de la primaire d'octobre 2011. Celle qui le fut nettement moins, en 2016, entre Manuel Valls et le vainqueur Benoît Hamon. Ironie de l'histoire : quelques mois plus tard, ni l'un ni l'autre n'étaient plus membres du PS...

Les socialistes ne savent vraiment plus où ils habitent. Mais les professionnels de l'immobilier, eux, ont déjà commencé à arpenter les lieux : le lendemain de l'annonce de la mise en vente, le parti avait déjà reçu une dizaine de demandes de visites. Quant au prix, "on n'en sait rien, mais entre 40 et 50 millions d'euros, le PS serait sauvé financièrement", évacue un dirigeant. D'autant que les locaux de certaines fédérations départementales aussi pourraient être cédés. Comme ceux de la fédération des Bouches-du-Rhône, estimés à 5 ou 6 millions d'euros.

Mais attention : la direction a prévu "une charte permettant de contrôler qui l'achète [le siège] et de vérifier qu'il ne présente pas d'incompatibilité avec les valeurs du PS", explique un cacique du parti. Histoire d'éviter qu'un sulfureux oligarque ou des fonds de pension américains ne s'emparent d'un tel patrimoine... Ce sera la huitième fois, depuis la création de la SFIO en 1905, que les socialistes déménagent. La raison, dans le passé, avait été souvent politique autant que financière. François Mitterrand avait ainsi décidé de quitter la cité Malesherbes en 1975 pour se rapprocher de l'Assemblée nationale, mais surtout pour s'éloigner des locaux de la SFIO avec laquelle il voulait rompre. "L'objectif reste de créer un nouveau cycle politique, estime Jean-Christophe Cambadélis. Et on ne pourra pas créer un nouveau cycle ici." Partir, donc, pour mieux repartir. Mais, pour l'heure, sans laisser d'adresse.

Par David Revault d'Allonnes

lejdd.fr



LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue